



**PRÉFET
DE LA RÉGION
GRAND EST**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général
pour les affaires régionales
et européennes**

Accord-cadre à bons de commande

**Prestations de dératisation, désinsectisation, désinfection et
dépigeonnage pour les services de l'État et certains
établissements publics de l'État en région Grand Est**

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (C.C.T.P)

Le présent document est commun à tous les lots

2025_PFRAGE_4D

Procédure de passation : Appel d'offres ouvert

SOMMAIRE

1	OBJET DE L'ACCORD-CADRE	3
2	CONTEXTE REGLEMENTAIRE	3
3	ESPACES CONCERNES	4
4	NUISIBLES CONCERNES	5
4.1	Rongeurs concernés par la dératisation	5
4.2	Insectes concernés par la désinsectisation	5
4.3	Volatiles concernés pour le dé pigeonnage	6
4.4	Micro-nuisibles concernés pour la désinfection-décontamination	6
5	PLAN DE SANITATION	7
6	LES PRESTATIONS PREVENTIVES	7
6.1	Obligation de moyens	7
6.2	Traitement préventif de dératisation	7
6.3	Traitement préventif de désinsectisation	9
6.4	Prestations préventives de dé pigeonnage	9
7	PRESTATIONS CURATIVES	10
7.1	Obligation de résultat des prestations curatives	10
7.2	Traitement curatif ponctuel de dératisation	11
7.3	Traitement curatif ponctuel de désinsectisation	11
7.3.1	Punaises de lit	12
7.3.2	Frelons/guêpes	12
7.3.3	Chenilles processionnaires	12
7.3.4	Désinsectiseurs électriques	13
7.4	Prestations curatives de dé pigeonnage	13
7.5	Prestations curatives de désinfection-décontamination	13
8	PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES	14
8.1	Intervention en hauteur	14
8.2	Coefficients majorateurs	14
9	MODALITES D'INTERVENTION	14
9.1	Visite initiale du site	14
9.2	Planning d'intervention et plage horaire	15
9.3	Délai d'exécution des prestations préventives de dératisation et désinsectisation	15
9.4	Délai d'exécution des prestations curatives et des autres prestations	15
9.5	Numéro d'appel d'urgence	16
9.6	Bons d'intervention et rapports d'intervention	16
9.7	Modalités d'interventions spécifiques	17
10	SÉCURITÉ PROPRES AUX PRESTATIONS DU MARCHÉ	17
10.1	Liste nominative du personnel	17
10.2	Vêtements et équipement de travail	17
10.3	Plan de prévention et travaux en hauteur	18
10.4	Nettoyage locaux et traitement des déchets	18
11	MATÉRIELS ET PRODUITS	18
11.1	Matériel	18
11.2	Produits	19
11.3	La qualification du personnel	19
12	AUDITS DE SORTIE	19

1 OBJET DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre a pour objet la réalisation de prestations préventives et curatives de dératisation, désinsectisation, désinfection et dépigeonnage (dites « 4D ») pour les services de l'État et certains établissements publics de l'État en région Grand Est.

Il est à noter que les prestations préventives sont effectuées par le titulaire en obligation de moyen et les prestations curatives sont effectuées en obligation de résultat.

2 CONTEXTE REGLEMENTAIRE

Le marché est écrit sur la base de la réglementation en vigueur au jour du lancement de la procédure de passation. En cas d'évolution des textes réglementaires, le titulaire devra s'y conformer et adapter les prestations concernées.

Le titulaire est réputé connaître toutes les dispositions législatives et réglementaires en vigueur. Il doit se référer aux obligations réglementaires, se conformer aux normes, règlements et directives européennes en vigueur applicables pour les différentes prestations concernées par le marché.

Sans être exhaustive, la liste ci-dessous précise les textes courants auxquels le titulaire se soumet.

- Le Code de la Santé Publique ;
- Le Code Rural et de la Pêche Maritime ;
- Le Code de la Construction et de l'habitation ;
- Le Code de l'Environnement – notamment des articles L.522-1 et suivants et R.522-1 et suivants, les articles L.427-8, R.427-6, 8 et 10, R.427-18 et R.427-21 ;
- La norme NF - indice de classement U43-500 - (septembre 2006) relative aux bonnes pratiques d'application des produits phytosanitaires et biocides - Maîtrise des applications de produits phytosanitaires et biocides par un prestataire de services ;
- La norme NF - indice de classement EN 16636 (Avril 2015) relative aux services de gestion des nuisibles - Exigences et compétences ;
- Le Règlement (UE) n°528/2012 du 22/05/2012 concernant la mise à disposition sur le marché et l'utilisation des produits biocides ;
- Le Règlement (UE) n° 334/2014 du 11/03/14 modifiant le règlement (UE) n° 528/2012 concernant la mise à disposition sur le marché et l'utilisation des produits biocides, en ce qui concerne certaines conditions d'accès au marché ;
- L'arrêté du 19 mai 2004 relatif au contrôle de la mise sur le marché des substances actives biocides et à l'autorisation de mise sur le marché des produits biocides ;
- L'arrêté du 09 octobre 2013 relatif aux conditions d'exercice de l'activité d'utilisateur professionnel et de distributeur de certains types de produits biocides (arrêté «Certibiocide» prévoyant un certificat individuel obligatoire pour cette activité) ;
- L'ensemble des arrêtés préfectoraux portant Règlements Sanitaires Départementaux applicables dans leur version en vigueur ainsi qu'à la circulaire du 9 août 1978 relative à la révision du règlement sanitaire départementale (articles 125.1 et 130.5 de la circulaire) ;
- Les cinq règlements (CE) relatifs à l'hygiène des aliments dit le « Paquet Hygiène » : n°178/2002, n°852/2004, n°853/2004, n°183/2005 et 2017/625 ainsi que l'ensemble des autres règlements d'application qui complètent ce corpus réglementaire ;
- L'arrêté du 8 septembre 1999 pris pour l'application de l'article 11 du décret n° 73-138 du 12 février 1973 modifié portant application de la loi du 1er août 1905 sur les fraudes et falsifications en ce qui concerne les procédés et les produits utilisés pour le nettoyage des matériaux et objets destinés à entrer en contact avec des denrées, produits et boissons pour l'alimentation de l'homme et des animaux ;

- L'arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection.

Le titulaire respecte la réglementation en vigueur applicable à certains animaux en région Grand Est (Grand Hamster d'Alsace, Cigogne noire etc.).

Le titulaire prend garde à n'éliminer aucune espèce animale protégée.

Rappel sur la Réglementation concernant les Produits Biocides – RPB et l'interdiction française de l'appâtage permanent

Le titulaire **doit strictement se conformer aux conditions d'utilisation des produits rodenticides** encadrées par le règlement européen relatif aux produits biocides (Règlement (UE) n°528/2012, faisant suite à la directive européenne 98/8/CE) et par l'ANSES en France.

De plus, il **respecte scrupuleusement l'interdiction de laisser des produits rodenticides Anti-Vitamine K (AVK) en permanence** sur un site, en guise d'appât ou à titre préventif, pour lutter contre la présence de nuisibles.

3 ESPACES CONCERNES

D'une manière générale, les espaces concernés sont les suivants, cette liste n'est pas exhaustive et le titulaire doit traiter toute zone qu'il juge nécessaire à la réussite du traitement.

Espaces intérieurs :

- Locaux à usage de bureaux ou lieux de travail, salles de réunion, de formation ;
- Locaux recevant du public (toutes catégories, principalement de type « W » correspondant aux « Administrations / Bureaux ») ;
- Locaux à usage informatique ;
- Locaux à usage technique (entrepôt, lieux de stockage, chaufferies, garage, parking, vestiaires, local d'équipement, caves, faux-plafond, combles...) ;
- Atelier d'imprimerie ou de reprographie, archives, espace d'archivage, petites bibliothèques collectives pour les agents du personnel de l'État ;
- Lieux de détention/rétention, centre pénitencier, stand de tir, salle de sport, chenils... ;
- Commissariat de Police, casernes et brigades de gendarmerie ;
- Logements de fonction (résidence administrative d'agent public haut fonctionnaire, ensemble de logements de fonction), bâtiments d'hébergement ;
- Locaux spécifiques : laboratoires, cuisines collectives, restaurants administratifs et cafétérias ; ateliers bois, façonnage et métallurgie etc.
- Espaces recevant du public à proximité de distributeurs de boissons ;
- Espaces comprenant monte-charges, ascenseurs, leurs gaines techniques et machineries (armoires électriques) ;
- Établissements judiciaires type cour d'appel, tribunaux administratifs, salles d'audience de juridiction ;
- Locaux poubelles, vide-ordures.

Espaces extérieurs :

- Abords extérieurs des bâtiments ;
- Patios et terrasses ;
- Parc et dépendance pour certains sites ;
- Postes de sécurité ;
- Parking, garages administratifs et ateliers de réparations ;
- Voies privatives (à l'intérieur du site) ;
- Galeries et caniveaux techniques, colonnes sèches, vides sanitaires, circulations en sous-sol.

Le titulaire doit intervenir dans les différents services (services administratifs, techniques, parties privatives ou communes).

Sont exclues du marché, les prestations suivantes :

- Le traitement des pistes aéroportuaires, des voies ferrées ;
- Le traitement des égouts (seuls les tampons et grilles d'égout sont inclus)

Les interventions sont réalisées sur les sites dont la liste précise des locaux et de leurs surfaces est précisée sur chaque bon de commande.

Sites sensibles :

Une attention particulière doit être portée à certains sites sensibles de type centre pénitentiaires, maison d'arrêt etc.

Le titulaire doit faire preuve de réactivité et de flexibilité pour s'adapter aux contraintes de ces sites. Le titulaire doit tenir compte des spécificités de ces sites et veiller à ce que les méthodes ou traitement employés soient adaptés à la situation. Des modalités d'interventions spécifiques telle que celle décrite à l'article 9.7 du présent CCTP peuvent être nécessaires.

4 NUISIBLES CONCERNES

Le présent marché a pour périmètre différentes luttes contre les nuisibles. Le titulaire doit, a minima, pouvoir traiter les différents nuisibles listés ci-dessous.

4.1 Rongeurs concernés par la dératisation

La dératisation vise la lutte contre les espèces de rongeurs définis ci-dessous dans le respect des règlements nationaux, départementaux et municipaux :

- Les muridés : rat noir ou rat de grenier (*Rattus Rattus*), rat brun, rat fruitier (*Elios Quercinus*), rat d'égout ou surmulot (*Rattus Norvegicus*), campagnols terrestres ou rats taupiers (*Arvicola Terrestris*), mulots gris (*Apodemus Sylvaticus*), rat des prés ou campagnols des champs (*Microtus Arvalis*), souris (*Mus Musculus*), souris domestiques...
- Les talpidés : taupe, taupe-musaraigne ...

4.2 Insectes concernés par la désinsectisation

La désinsectisation consiste à éliminer tout risque d'infestation ou manifestations d'insectes nuisibles rampants et volants et leur état larvaire.

Insectes rampants concernés :

- les héteroptères (punaises de lits, punaises des prés...);
- les névroptères (fourmilion...);
- les dermoptères (perce-oreilles...);
- les homoptères (pucerons, cercopes, cigales...);
- les trichoptères (phryganes, porte-bois...);
- les plécoptères (perles...);
- les phéméroptères (éphémères...);
- les caelifères (locustes, criquets...);
- les pulicidés (puces...);
- les thysanoures (lépisme...);
- les zygentomes (thysanour ou poisson d'argent, lépismes argentés...);
- les insectes parasites : les phthiraptères (poux...), cochenilles sur les plantes.

Nota : Bien que n'étant pas classés dans les insectes, les animaux ci-après seront catégorisés dans les « insectes rampants » pour la totalité de l'accord-cadre :

- les arachnides (araignées, acariens, veuve noire, tiques, opilions...);
- les arthropodes (iules, myriapodes, scolopendres, mille-pattes...);
- les isopodes (cloporte...).

Insectes volants :

- les orthoptères (grillons, criquets, sauterelles...);
- les hyménoptères (guêpes, frelons asiatiques, frelons à pattes jaunes, fourmis...);
- les diptères (mouches à l'état adulte ou larvaire comme les asticots, moucheron, taon, moustiques, moustiques tigre, tipules...);
- les lépidoptères (chenilles, chenilles processionnaires, papillons, mites alimentaires, larves, teignes...);
- les blattoptères (blattes germaniques, orientales, américaines, australiennes, rayées..., cafards...);

La lutte ne comprend pas :

- les insectes xylophages qui se nourrissent de bois (meubles, plinthes en bois...) (à l'état de larve et/ou adulte : les coléoptères (vrillette, lyctus, charançon du bois, de la mauve, rouge des palmiers, vert pâle...), trichode, termites de bois...);
- les mites des vêtements et des tapis, moquette, rideaux;
- la lutte contre la gale qui constitue une prestation spécifique traitée dans la section « Prestations de désinfection/décontamination ».

4.3 Volatiles concernés pour le dé pigeonnage

Les prestations de dé pigeonnage visent à maîtriser et lutter contre la présence de volatiles nuisibles de type :

- Pigeons (bizet, ramier, colombin etc.)
- Goélands;
- Étourneaux
- etc.

4.4 Micro-nuisibles concernés pour la désinfection-décontamination

La désinfection-décontamination concerne les micro-nuisibles suivants :

- Les bactéries telles que les salmonelles, listérias, campylobactères;
- Les spores bactériennes;
- Les levures;
- Les virus pathogènes et/ou indésirables;
- Les champignons microscopiques;
- Les moisissures.

Est incluse dans cette lutte :

- Les bâtiments tout volume et toute surface verticale ou horizontale;
- Les engins de type véhicule et moto (de la police et gendarmerie notamment).

Sont exclus de cette lutte :

- Les matériels et ustensiles médicaux type instruments de laboratoire...;
- Les outillages (type matériel de jardinage, hottes de cuisine, grille de ventilation...);
- Les réseaux de ventilation et climatisation (y compris hotte de cuisine professionnelle);
- Les installations et des réseaux (contre la légionellose par exemple);
- Les toitures et des façades;
- Les textiles;
- La désinfection agro-alimentaire;
- La désinfection humaine (peau, mains);
- La désinfection des champignons lignivores (mérules, lenzite, gloeophyllum, chaetomium, polypore, picnoporus...) qui provoquent les pourritures molles, cubiques, fibreuses des bois;
- Les moisissures présentent dans les locaux d'archives ayant une appétence pour les papiers, colles, cuirs qui provoquent des dégradations dans les collections d'archives ou les bibliothèques contaminées par des moisissures;
- La désinfection/décontamination des locaux après un incendie;

5 PLAN DE SANITATION

Les locaux de restauration collectives ou individuelles, de cuisines et réserves alimentaires (sèches, épicerie...) sont traités par tout moyen permettant d'éradiquer toute infestation de manière conforme à la réglementation en vigueur et à la méthode HACCP.

Une traçabilité conforme à la réglementation est exigée : plan de sanitation/dératisation avec mention des mesures prises, repère et localisation des postes d'appâtage ou autres matériels utilisés, indication des quantités d'appât consommées et cahier des charges précis : noms des produits utilisés, fiche technique précisant les risques et conseils sécurité, détail des locaux à traiter, emplacement des pièges, fréquences d'intervention par la titulaire.

Lorsqu'un plan de sanitation existe, les moyens de ce plan sont mis en œuvre en fonction du type de rongeurs à détruire et de l'environnement dans lequel ceux-ci évoluent.

Dans le cas contraire, l'élaboration du plan de sanitation est incluse dans les prix du titulaire et ne fait l'objet d'aucun coût supplémentaire.

6 LES PRESTATIONS PREVENTIVES

Pour la dératisation et la désinsectisation, le service bénéficiaire peut, au choix, recourir à une prestation de dératisation et désinsectisation commune (un seul bon de commande annuel avec des visites préventives qui ont lieu en même temps sur le site ou par bâtiment) ou de manière séparée.

6.1 Obligation de moyens

Les prestations préventives sont effectuées par le titulaire en obligation de moyens. Ainsi, la description des tâches n'a pas un caractère limitatif. Le titulaire doit exécuter, comme étant compris dans son offre, sans exception, ni réserve, tous les éléments nécessaires à la mise en œuvre de sa prestation et lui permettant d'atteindre son obligation de moyen.

Il s'engage à exécuter les prestations avec toute la diligence et les compétences professionnelles requises en respectant la réglementation de la profession et les règles de l'art applicables. Il s'engage à mettre en place un nombre d'intervention et de personnel suffisant et à conseiller les services bénéficiaires sur toutes les mesures adéquates.

6.2 Traitement préventif de dératisation

Les prestations préventives de dératisation visent à traiter l'ensemble des espaces, identifiés par le service bénéficiaire et le titulaire, pouvant présenter des risques d'infestation des rongeurs, ceci afin de prévenir toute infestation ou ré-infestation.

Les prestations préventives donnent lieu à des **traitements alternatifs aux biocides**, à la détection et aux réparations mineures des défauts structurels ou d'étanchéité à l'origine de la présence de rongeurs.

La mise en place, sur un ou plusieurs sites, de traitement préventif, quel que soit le nombre de passage choisi par le service bénéficiaire comprend a minima les prestations suivantes :

- **une visite initiale** de l'ensemble du site et des bâtiments concernés par la mise en place des prestations préventives (tel que décrit à l'article 9.1 du CCTP) ;
- la proposition **d'un protocole de traitement préventif** adapté au site et aux locaux. Un devis, établi sur la base des prix prévus dans le bordereau de prix unitaires, est ainsi proposé au service bénéficiaire et soumis à sa validation ;

- l'établissement **d'un planning prévisionnel** de traitement préventif adapté au site ;
- les interventions du titulaire selon le nombre de passage annuel défini par le service bénéficiaire et validé par le bon de commande. Au besoin, une fréquence différente peut être déterminée selon le type de local.
- la détection de la présence de rongeurs (pour rappel, la mise en place d'appâts rodenticides n'est autorisée qu'en présence avérée de rongeurs dans le cadre des prestations curatives) ;
- la mise en œuvre des traitements préventifs annuel de lutte contre les rongeurs ;
- la vérification des points d'entrée afin de déceler les défauts d'étanchéité des locaux favorisant la pénétration des rongeurs ;
- la réduction des lieux de refuge d'espèces nuisibles ;
- la mise à disposition du service bénéficiaire des plans mentionnant les emplacements des dispositifs installés (détection, appâtage, etc.), des rapports détaillés des visites réalisées et les fiches techniques des produits utilisés ;
- une obligation de conseil, **lors de la visite initiale et à chaque passage** portant sur :
 - o les mesures que le service bénéficiaire peut mettre en place lui-même afin de compléter la stratégie du titulaire ;
 - o la stratégie curative adaptée dans le cas d'une infestation détectée.
- En cas de signes d'infestation de rongeurs, la **proposition d'un protocole de traitement curatif**.

Détection de la présence de rongeurs :

Lors de chaque passage, le titulaire doit être en mesure d'identifier :

- toutes traces de la présence des nuisibles (morsures, grignotages, traces d'urine, déjections, restes d'aliments etc.);
- l'espèce de nuisible concernée ;
- les lieux de nidification et de passage des nuisibles ;
- les moyens d'élimination.

Méthodes de traitement préventif :

Le titulaire adapte ses méthodes de traitement, l'emplacement, le nombre et le type de dispositif utilisé à chaque fois que nécessaire et dans le respect de la réglementation en vigueur. **Toute modification du traitement est soumise à validation du service bénéficiaire.**

Les moyens techniques mis en œuvre sont détaillés dans l'offre du titulaire et tiennent compte de la nature des locaux ou espaces extérieurs et du type de nuisibles. Ces moyens peuvent être :

- mise en place de dispositif de détection par monitoring (avec placebo ou non) ;
- piégeage mécanique sécurisé ;
- système de capture type plaque de glu ou gel ;
- piégeage au CO2 ;
- détection par caméra ou radar ;
- etc.

Le titulaire doit procéder à la pose des dispositifs de traitement préventif. Chaque dispositif doit être étiqueté au nom du titulaire, sécurisé, numéroté et répertorié sur un plan de positionnement. Le titulaire doit remettre une copie de ce plan au service bénéficiaire.

À chaque passage, le titulaire veille à la vérification des dispositifs installés. En cas de constat de nécessité, de dégradation ou de disparitions, ces derniers sont remplacés le jour du constat par le titulaire.

La mise en place d'appâts rodenticides à des fins préventives n'est pas autorisée si aucune présence de rongeurs n'est décelée.

L'enlèvement des dispositifs mis en place est obligatoire à la fin du traitement préventif et est compris dans les prix de l'accord-cadre.

Le titulaire fournit au service bénéficiaire les fiches techniques de données de sécurité de tous les

produits utilisés.

Le titulaire procède, à sa charge, à l'enlèvement et la destruction des éventuels rongeurs et autres nuisibles retrouvés morts au cours de ses interventions ou sur simple demande du service bénéficiaire qui constaterait la présence de nuisibles piégés ou cadavres.

6.3 Traitement préventif de désinsectisation

Les prestations préventives annuelles de désinsectisation visent à traiter l'ensemble des espaces, identifiés par le service bénéficiaire et le titulaire, pouvant présenter des risques d'infestation des insectes, ceci afin de prévenir toute infestation ou ré-infestation. Ces prestations concernent tous les insectes rampants et volants excepté les punaises de lit, les frelons/ guêpes et chenilles processionnaires.

La mise en place, sur un ou plusieurs sites, de traitement préventif de désinsectisation, quel que soit le nombre de passage choisi par le service bénéficiaire, comprend a minima les prestations suivantes:

- **une visite initiale** de l'ensemble du site et des bâtiments concernés par la mise en place des prestations préventives (tel que décrit à l'article 9.1 du CCTP) ;
- la proposition **d'un protocole de traitement préventif** adapté au site et aux locaux. Un devis, établi sur la base des prix prévus dans les bordereaux de prix unitaires, est ainsi proposé au service bénéficiaire et soumis à sa validation.
- l'établissement **d'un planning prévisionnel** de traitement préventif adapté au site ;
- les interventions du titulaire selon le nombre de passage annuel défini par le service bénéficiaire et validé par le bon de commande. Au besoin, une fréquence différente peut être déterminée selon le type de local.
- la mise en œuvre d'un traitement préventif de lutte en détectant et en éliminant les insectes volants, rampants par application de produits insecticides, produits adaptés, pièges, ou stratégie préventive dans les espaces sensibles et tout autre point stratégique identifié par le titulaire et le service bénéficiaire ;
- l'examen des locaux afin de déceler les défauts liés au bâtiment, problème d'étanchéité favorisant la pénétration d'insectes ou zones favorisant leur reproduction et entraînant des nuisances dans les locaux du service bénéficiaire ;
- la mise à disposition du service bénéficiaire des plans mentionnant les emplacements des dispositifs mis en place, des rapports détaillés des visites réalisées et les fiches techniques des produits utilisés ;
- l'apposition par le titulaire, dans chaque local traité, d'une fiche d'information détaillant le type de produit déposé ainsi que les précautions à prendre par les personnes étant amenées à y pénétrer voire à y séjourner ;
- une obligation de conseil, **lors de la visite initiale et à chaque passage** portant sur :
 - o les mesures que le service bénéficiaire peut mettre en place lui-même afin de compléter la stratégie du titulaire ;
 - o la stratégie curative adaptée dans le cas d'une infestation détectée.
- En cas de signes d'infestation, la **proposition d'un protocole de traitement curatif**.

Méthodes de traitement préventif :

Les prestations préventives comprennent l'application des produits insecticides dans les espaces sensibles et tout autre point stratégique identifié par le titulaire et le service bénéficiaire.

Le titulaire établit un plan de la localisation des produits et le tient à jour. Ce plan est remis au service bénéficiaire dès qu'une modification est apportée et au minimum tous les ans.

6.4 Prestations préventives de dé pigeonnage

Les prestations préventives de dé pigeonnage visent à lutter contre la présence de volatiles nuisibles notamment en limitant les accès et en compromettant l'atterrissage et la nidification de ces volatiles.

Ces prestations donnent lieu à la mise en place de mécanismes, de matériels, techniques ou produits à effets répulsifs : pics, filets anti-oiseaux, grillages, etc.

Le titulaire doit tenir compte des paramètres du site tels que les caractéristiques de construction, la façade et tous les aspects de préservation historique avec l'objectif de réaliser des solutions visuellement discrètes pour préserver le caractère des bâtiments.

Si les méthodes préventives s'avèrent inefficaces, il incombe au titulaire de conseiller le service bénéficiaire sur l'adoption d'autres méthodes plus appropriées, toujours dans le respect des lois relatives à la protection des espèces animales.

7 PRESTATIONS CURATIVES

De par leur nature, les prestations curatives sont imprévisibles et ponctuelles. Les prestations sont déclenchées par l'émission d'un bon de commande à la survenance du besoin, en complément d'une prestation préventive ou non.

Pour les sites disposant de prestations préventives, les éventuelles prestations curatives ne doivent pas résulter d'un manquement du titulaire dans l'exécution des prestations préventives (ex : non-respect de la fréquence des interventions préventives, non réalisation du protocole etc.). Dans le cas contraire, les prestations curatives seront pleinement assumées par ce dernier. De plus, pour ces sites, le titulaire doit établir les raisons de l'infestation et conseiller le service bénéficiaire sur les moyens de prévention à mettre en place.

Si nécessaire, les prestations curatives font l'objet d'une visite-diagnostic qui permet de constater la nécessité de la prestation et d'établir une stratégie adaptée au nuisible et aux locaux à traiter.

Dans tous les cas, pour toutes les prestations curatives, le titulaire propose au service un protocole curatif qui doit comprendre la description de la méthode utilisée, le nombre et la fréquence des passages de traitement et/ou des visites de contrôle. Ce protocole est soumis à validation du service bénéficiaire avant intervention. Si nécessaire, un devis reprenant les prix des prestations telles que libellées dans le BPU accompagne ce protocole. Même dans le cas où une seule intervention est nécessaire (Ex : application unique d'un produit), le protocole doit être transmis et validé par le service bénéficiaire.

7.1 Obligation de résultat des prestations curatives

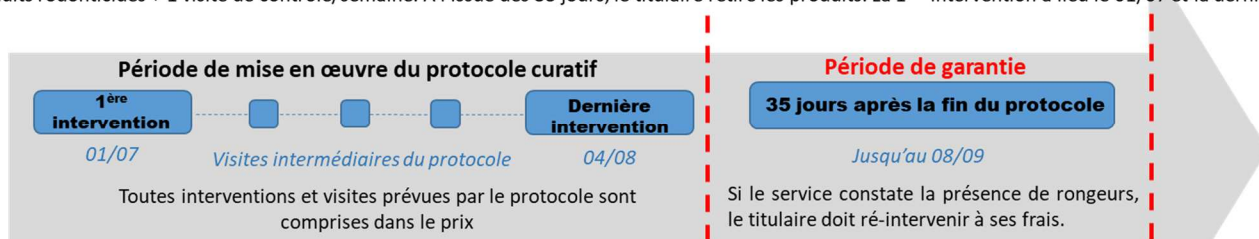
Les prestations curatives font l'objet d'une obligation de résultat du titulaire pendant une durée de **35 jours calendaires à compter de la date de réalisation de la dernière intervention curative ou visite de contrôle prévue par le protocole** validé entre le service et le titulaire.

Pendant cette période de 35 jours à l'issue du protocole, le titulaire doit **intervenir autant de fois que nécessaire** si le service constate que les nuisibles sont toujours présents ou sont réapparus. Toutes les interventions et visites rendues nécessaires, pendant cette période de garantie, sont de fait incluses dans le prix initialement établi pour la réalisation de la prestation commandée.

À NOTER Durée du protocole = X jours -----> 35 jours post-protocole = **période de garantie**

Exemple de mise en œuvre de l'obligation de résultat des prestations curatives

Un service constate la présence de rongeurs. Le titulaire propose un protocole d'éradication sur une durée de 35 jours avec une intervention pour l'installation de produits rodenticides + 1 visite de contrôle/semaine. A l'issue des 35 jours, le titulaire retire les produits. La 1^{ère} intervention a lieu le 01/07 et la dernière le 04/08.



7.2 Traitement curatif ponctuel de dératisation

L'objectif du traitement curatif est d'éradiquer toute infestation de rongeurs. La mise en œuvre de ces prestations se fait par constat du titulaire ou du service bénéficiaire.

Le titulaire doit employer des produits ou dispositifs de dératisation adaptés à chaque rongeur et les installer aux endroits les plus appropriés pour permettre l'élimination des nuisibles. Les produits, dispositifs et la méthodologie curative du titulaire sont détaillés dans son offre.

À chaque visite prévue par le protocole, le titulaire doit s'assurer de la réelle efficacité des produits ou procédés employés sur site. En cas d'inefficacité constatée par le service bénéficiaire ou le titulaire, ce dernier en identifie les raisons et propose la solution la plus adaptée à la situation en modifiant le traitement et/ou proposant d'autres techniques d'élimination.

Le titulaire informe le service bénéficiaire de tout traitement complémentaire qui se révèle être nécessaire.

Toutes les visites prévues par le protocole, y compris la visite-diagnostic, sont comprises dans les prix du titulaire. Il est de même pour l'enlèvement, à la fin du traitement curatif, des dispositifs mis en place.

Le titulaire procède, à sa charge, à l'enlèvement et la destruction des éventuels rongeurs et autres nuisibles retrouvés morts au cours de chacun de ses passages.

Moyens d'éradication :

La destruction doit être adaptée à l'espèce du nuisible et réalisée dans le respect de la réglementation et, le cas échéant, de la méthode HACCP. Les produits ou matériels utilisés ne doivent pas présenter de dangers pour les agents ou le public.

En France, l'ensemble des matières actives biocides rodenticides ne peuvent être utilisées qu'en cas d'infestation avérée et de manière contrôlée :

- Les produits biocides doivent être placés dans des postes d'appâtage étiquetés, fixés et sécurisés. Le programme de traitement curatif ne peut pas dépasser une période réglementaire;
- Les postes d'appâtage doivent être régulièrement inspectés et surveillés.
- Le dispositif mis en place pour le traitement curatif est retiré une fois l'infestation jugulée.
- Le titulaire apporte conseils et recommandations aux services bénéficiaires afin de réduire les risques de présence de rongeur.

Les appâts rodenticides doivent être enlevés dès que la présence des rongeurs n'est plus détectée et, en tout état de cause, dans les délais déterminés par la réglementation.

Les produits utilisés doivent être homologués par le Ministère de l'Écologie du Développement durable et de l'Énergie. Le titulaire doit fournir un certificat pour les applicateurs et distributeurs de produits antiparasitaires à usage agricole et des produits assimilés (Certificat Certiphyto) et le personnel du titulaire doit disposer des certifications adéquates pour les manipuler (certibiocide et certiphyto le cas échéant).

Le titulaire doit laisser, sur site, une fiche indiquant le nom de la matière active utilisée et la date de son passage. Il transmet également au service bénéficiaire les fiches techniques de données de sécurité sans qu'il soit nécessaire de le lui demander. Toutes les informations sur le traitement et le produit utilisé doivent être disponibles auprès du titulaire.

7.3 Traitement curatif ponctuel de désinsectisation

L'objectif du traitement curatif est d'éradiquer toute infestation par application de produits de contact pulvérisés ou/et par nébulisation ou piégeage. Le traitement est réalisé sur l'ensemble du

site ou parties du site mentionnés dans le bon de commande et selon le protocole validé par le service bénéficiaire.

La prestation doit être particulièrement soignée dans les cas suivants :

- zones de restauration collective ou individuelle ;
- logements ;
- zones humides (points d'eau, toilettes...) ;
- zones chaudes (chaufferie...) ;
- bouches de ventilation ;
- sous-sols, vides sanitaires, réseaux ;
- sites sensibles tels que les sites relevant de l'administration pénitentiaire.

L'entreprise emploie des produits de désinsectisation adaptés à chaque insecte ciblé, utilise des appâts à « pouvoir attractif » et les fixe aux emplacements adéquats pour une élimination efficace et sans danger pour l'environnement. Il peut s'agir d'application de gels insecticides biocides, de pièges, de pulvérisation d'insecticides liquides etc.

7.3.1 Punaises de lit

Le titulaire doit mettre en place un protocole de traitement efficace et en adéquation avec le mode de fonctionnement du service bénéficiaire. Le protocole

Le titulaire procède systématiquement à une inspection des parties communes et des pièces adjacentes aux pièces infectées quel que soit le niveau d'infestation. Le traitement d'une pièce/cellule pourra entraîner le traitement des pièces/cellules adjacentes à celle infestée même si, pour ces dernières, l'infestation n'est pas avérée.

Une détection canine des punaises de lit peut être demandée par le service bénéficiaire. Un devis est établi par le titulaire sur la base des prix de l'accord-cadre.

Le traitement préconisé par le titulaire pour supprimer la présence des punaises de lit peut-être thermique ou chimique. La prestation comprend le traitement des murs, sol et plafond, plinthes ainsi que du mobilier en place (y compris le matelas le cas échéant) de chaque pièce. Une pièce s'entend avec une surface au sol inférieure à 25m². Au-delà, la pièce comptera pour 2 ou plus selon sa superficie (ex : une pièce de 80 m² à traiter compte pour 3 pièces)

Pendant et à la fin du traitement, le service bénéficiaire s'engage à suivre les recommandations écrites du titulaire.

Le titulaire doit informer le service bénéficiaire de la durée du traitement, car ce dernier doit savoir quand les locaux peuvent à nouveau être occupés.

Traitement thermique des textiles :

L'ensemble des textiles des locaux à traiter subira un traitement par le froid ou par le chaud à des températures et une durée adaptée à la destruction des punaises de lit, leurs larves et leurs œufs. La prestation comprendra la mise sous conditionnement, le transport et le traitement des effets. Il relève de la responsabilité du titulaire de s'assurer que les effets ne contiennent pas des objets ou équipements sensibles au traitement thermique. Dans le cas contraire, sa responsabilité peut être engagée.

7.3.2 Frelons/guêpes

La solution la plus adaptée au contexte et à l'espèce (fumigation, pulvérisation, etc.) est utilisée afin de garantir l'efficacité du traitement et l'absence de risque pour les personnes fréquentant la zone traitée. Le nid doit être enlevé et éliminé suite à l'intervention.

Le cas échéant, l'intervention peut nécessiter l'établissement d'un plan de prévention établi entre le titulaire et le responsable du site.

7.3.3 Chenilles processionnaires

Le titulaire conseille le service bénéficiaire et propose son devis en fonction de la période à laquelle la prestation est prévue.

Écopiège : La prestation comprend la fourniture et la pose et l'enlèvement d'un écopiège autour du tronc de l'arbre envahi. Une fois le piège enlevé, le prestataire procède à la destruction des chenilles processionnaires.

7.3.4 Désinsectiseurs électriques

Le titulaire fournit et installe des désinsectiseurs électriques sur demande du service bénéficiaire. Il fournit nécessairement dans son offre les fiches techniques des références proposées au regard du BPU.

Le titulaire doit également pouvoir assurer la maintenance et l'entretien de désinsectiseurs électriques déjà en place sur le site du service bénéficiaire. Dans ce cas, la prestation consiste à nettoyer le désinsectiseur, le vider et remplacer les éléments (tubes, plaques à glu) nécessaire à son bon fonctionnement.

La fourniture des éléments de rechange (lampe UV, plaque à glu etc.) spécifiques au désinsectiseur en question n'est pas comprise dans le prix de la prestation de maintenance. Elle fait l'objet d'une demande de devis auprès du titulaire qui ne dispose pas de l'exclusivité sur ces fournitures.

7.4 Prestations curatives de dépiégeage

Les prestations curatives de dépiégeage concernent, d'une part, la capture des volatiles nuisibles lorsque les solutions répulsives et d'éloignement ne sont pas efficaces, et d'autre part, le nettoyage des fientes produites par ces nuisibles.

La capture des volatiles est une mesure exceptionnelle qui doit être réalisée dans le respect de la réglementation relative à la protection des espèces animales. Les volatiles capturés sont à la charge du titulaire sans supplément de prix.

Pour toute extermination de volatile, le titulaire communique au service bénéficiaire son autorisation d'extermination.

Le nettoyage des fientes consiste à retirer tous les résidus d'excréments produits par les volatiles conformément aux techniques et méthodes décrites par le titulaire dans son offre.

7.5 Prestations curatives de désinfection-décontamination

Les traitements ponctuels de désinfection/décontamination visent à éliminer les germes et autres éléments infectieux et pathogènes (virus, microbes, bactéries...) qui pourraient apparaître et se propager notamment suite de la présence de nuisibles.

La désinfection/décontamination des engins concerne tout l'habitacle, les roues et l'extérieur de l'engin.

Méthodes et techniques de désinfection et décontamination :

Selon la situation et le résultat attendu, le titulaire doit pouvoir mettre en œuvre les méthodes suivantes :

- Brumisation ou pulvérisation
- Nébulisation
- Application directe de produits désinfectants homologués

Le service bénéficiaire et le titulaire conviennent ensemble, avant intervention, des locaux à traiter, de la ou les méthodes les plus appropriées et du nombre d'intervention nécessaire pour atteindre le résultat escompté.

Produits utilisés :

Les produits pouvant être utilisés sont indiqués dans l'offre du titulaire. Ce dernier respecte la concentration, la quantité de produit et le temps d'application indiqué sur la fiche technique du fabricant en fonction du volume à traiter.

Les traitements des locaux et engins, mis en œuvre par le titulaire, doivent prendre en compte la compatibilité avec d'autres traitements déjà appliqués, et tous les autres facteurs qu'il juge impactant.

Les produits nettoyants type lessive, liquide vaisselle, lessive en poudre et produits similaires ne sont pas destinés à avoir un effet biocide et ne sont donc pas autorisés dans le présent accord-cadre.

Les produits utilisés doivent être conformes à la réglementation européenne et aux normes AFNOR (notamment la norme NF EN 14 885 de juillet 2022).

Les prix du BPU comprennent notamment les produits adaptés, la mise en œuvre du traitement adéquat, la main d'œuvre et les éventuels EPI nécessaires.

8 PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES

8.1 Intervention en hauteur

Sauf mention contraire dans le libellé de la prestation, les prestations du BPU ne prévoient pas la mise en œuvre de moyens de levage pour intervention en hauteur. En conséquence, lorsque cela est nécessaire, le devis peut intégrer le coût d'une location de moyen de levage selon les prix inscrits dans le BPU.

Dans ce cas, le titulaire prévoit, si nécessaire et sans surcoût, le conducteur habilité pour l'utilisation des matériels proposés.

8.2 Coefficients majorateurs

Si les prestations devaient être réalisées de nuit (entre 19h et 6h), le weekend end ou les jours fériés, le titulaire applique le coefficient majorateur au prix de la prestation commandée.

9 MODALITES D'INTERVENTION

9.1 Visite initiale du site

Pour les prestations préventives :

Le titulaire et le service bénéficiaire conviennent d'une visite initiale du site concerné afin d'établir un premier diagnostic. Cette visite doit avoir lieu au plus tard quinze (15) jours ouvrés après envoi de la demande du service bénéficiaire.

Le titulaire doit visiter l'intégralité des bâtiments du (des) site(s) du service bénéficiaire pour déterminer les points sensibles, les lieux à traiter et identifier toutes les particularités pouvant influencer sur l'exécution ou la qualité des prestations à réaliser.

À l'issue de cette première visite, le titulaire transmet au service bénéficiaire **un plan de traitement**, dans un délai de quinze (15) jours ouvrés, comprenant :

- Un **diagnostic précis et exhaustif des locaux** en mettant en évidence les risques d'infestation, les facteurs faorisant l'infestation ou la nidification ;
- La **fréquence anuelle de passage préconisée** dans le cadre des prestations préventives souhaitées par le service bénéficiaire et **les zones concernées** en distinguant, le cas échéant, des fréquences annuelles différentes par zones/bâtiments/locaux ;
- La **proposition d'un protocole de traitement** (moyens, méthodes et matériels de traitement préventif) à mettre en place selon les nuisibles et locaux concernés ;
- Le **devis** établi sur la base des prix prévus dans le bordereau de prix unitaires ;
- Le **planning prévisionnel** des passages sur site ;

La visite étant obligatoire, le titulaire ne peut refuser de s'y soumettre. Tout refus ou absence injustifiée du titulaire entraîne l'application de pénalités (article 21 du CCAP).

Pour les prestations curatives : La visite n'est pas obligatoire sauf si elle est explicitement demandée par le service bénéficiaire ou préconisée par le titulaire. Dans ce cas, elle doit s'effectuer dans un délai de 48h ouvrées après envoi de la demande du service bénéficiaire. Les livrables sont identiques, hormis la fréquence annuelle de passage qui n'est pas nécessaire, et le délai de remise est ramené à cinq (5) jours ouvrés.

9.2 Planning d'intervention et plage horaire

Après validation du plan de traitement, le service bénéficiaire émet le bon de commande et le titulaire fixe les dates d'intervention. En cas de non-respect de ces échéances, celles-ci pourront donner lieu à l'application des pénalités (article 21 du CCAP). Les parties pourront convenir ensemble, à tout moment et par écrit, de modifier le planning d'intervention.

L'accès aux locaux s'effectue selon les plages horaires définies par le service bénéficiaire au moment de la visite initiale et mentionnées dans le planning prévisionnel pour les prestations préventives annuelles ou selon les plages horaires définies dans le bon de commande pour les autres prestations.

Les jours et heures ouvrés s'entendent de 6h à 19h00, du lundi au vendredi (hors jours fériés).

Une intervention en dehors de ces horaires peut être nécessaire du fait des particularités du service bénéficiaire. Dans ce cas, le coefficient de majoration adéquat s'applique au prix des prestations (référence BPU : MAJ1 à MAJ3).

9.3 Délai d'exécution des prestations préventives de dératisation et désinsectisation

Dans le cadre de l'exécution des prestations annuelles préventives (référence DRAT1 à 14 – DRAT+DSIN1 à 14 et DSIN1 à 14), le titulaire s'engage à respecter le planning des prestations préventives et les délais d'exécution précisés ci-dessous.

Les prestations préventives annuelles de dératisation et de désinsectisation sont déclenchées par l'émission d'un bon de commande annuel.

Le titulaire prend contact avec le service bénéficiaire, **au plus tard sept (7) jours ouvrés** avant la date programmée d'intervention pour s'assurer, avec le service, des modalités exactes (confirmation des dates et horaires d'intervention, personnels du titulaire et du service présents, modalités d'accès etc.)

Le titulaire doit fournir la liste du personnel intervenant pour les prestations préventives programmées. Le personnel intervenant sur site doit être muni de carte professionnelle et carte d'identité.

9.4 Délai d'exécution des prestations curatives et des autres prestations

Les prestations curatives et les autres types de prestations non listées au 12.3 ci-dessus sont déclenchées par l'émission d'un bon de commande à la survenance du besoin.

Il est rappelé que le service peut émettre un bon de commande sur la base des références et prix du BPU sans qu'il soit nécessaire d'établir au préalable un devis. Le cas échéant, si le service le souhaite, notamment lorsqu'il y a plusieurs prestations à commander ou pour valider les lignes de références à utiliser, une demande de devis peut être faite au titulaire **par courriel**. Le délai maximum d'établissement du devis est de 48 heures **à compter de la réception de la demande d'intervention**.

Les délais d'intervention **sont fixés dans le tableau ci-après** à compter de la réception du bon de commande du responsable de site.

			Tous les autres services	Services relevant de l'administration pénitentiaire et de la protection judiciaire de la jeunesse (PJJ)		
			Hors dimanche et jour férié	Dimanche et jour férié inclus		
				Locaux à sommeil (ex : cellule)	Locaux accueillant du public	Autre type de local
Dératisation, Désinsectisation Désinfection	DRAT15 à 32 DSIN15 à 52 DSINF1 à 15	Délai standard	72 h	24 h	36 h	72 h
		Délai d'urgence (avec coeff. majoration)	48 h		24 h	24 h

Prestations dont le délai est commun à tous les sites et types de local :

Désinsectiseur - Dépigeonnage	DSIN53 à 55 DPIG1 à 10 (sauf DPIG6)	Délai standard	15 jours	Hors dimanche et jour férié
		Délai d'urgence (avec coeff. majoration)	5 jours	
Dépigeonnage - Nettoyage des fientes	DPIG6	Délai standard	72h	
		Délai d'urgence (avec coeff. majoration)	48h	

En cas d'urgence signalée par le service bénéficiaire (ex : présence de nid de guêpes mettant en danger la sécurité des agents ou du public) **OU sur des sites sensibles** (ex : centre de détention, UEMO etc.), le devis et le bon de commande peuvent être émis après intervention. Le titulaire doit dans ce cas-là intervenir **selon les délais indiqués dans le tableau ci-dessus à compter de la demande d'intervention faite par courriel, téléphone ou sur un portail client du titulaire**. Le titulaire doit accuser réception par courriel de la bonne prise en compte des demandes, quel que soit le canal utilisé.

Le titulaire s'engage à intervenir **dans un délai de 24h** (hors dimanche et jours fériés) après notification de la découverte des cadavres d'animaux ou nuisibles résultants de ses interventions.

9.5 Numéro d'appel d'urgence

Pour répondre aux exigences de l'accord-cadre en termes de délais d'intervention, le titulaire s'engage à fournir un numéro d'appel d'urgence fonctionnant 7/7j à minima de 8h à 18h. Ce numéro est tenu à jour et tout changement doit immédiatement être communiqué à la PFRA

L'offre du titulaire comprend la procédure et les moyens de contacts appropriés permettant d'assurer une réponse aux demandes d'interventions dans les délais du présent CCTP.

9.6 Bons d'intervention et rapports d'intervention

À la fin de chaque intervention, le titulaire doit faire signer **un bon d'intervention** à la personne habilitée du service bénéficiaire et désignée par ce dernier (gestionnaire de site par exemple). Le bon d'intervention précise la date, le lieu et la nature de l'intervention. Ce bon d'intervention est transmis au service bénéficiaire à la fin de l'intervention.

Un **rapport d'intervention** détaillé doit être transmis au service bénéficiaire dans un délai maximum de cinq (5) jours ouvrés à compter de la date de l'intervention.

Le rapport comprend a minima :

- l'identification du titulaire ;
- le site/bâtiment et les surfaces traitées ;
- le nature de l'intervention (pose d'appât, visite de contrôle etc.) ;
- la date d'intervention, l'heure d'arrivée ;
- le nom du technicien ayant pratiqué l'intervention ;
- le cas échéant, l'analyse du problème et les mesures prise par le technicien ;
- les matériels et produits utilisés ;
- l'action préventive ou corrective éventuelles à la charge du service bénéficiaire.

Tout manquement du titulaire à la transmission de ces documents dans les délais peut entrainer l'application des pénalités (article 21 du CCAP).

Le bon d'intervention et le rapport peuvent être un seul et même document à partir du moment où les informations demandées sont incluses et transmises selon les délais maximum prévus.

9.7 Modalités d'interventions spécifiques

Le présent marché implique des interventions sur sites sensibles notamment pour ce qui concerne les sites relevant de l'administration pénitentiaire (centre de détention, maison d'arrêt etc.) ou de la protection judiciaire de la jeunesse (PJJ). Le titulaire est informé que les prestations, préventives comme curatives, réalisées au sein de ces sites peuvent nécessiter de s'effectuer **de manière « tournante »**, certains espaces, notamment les cellules, doivent ainsi pouvoir être réintégrées/réemployés sans délai.

10 SÉCURITÉ PROPRES AUX PRESTATIONS DU MARCHE

10.1 Liste nominative du personnel

Le titulaire met en place une équipe adaptée à la nature et au volume des prestations à exécuter afin de respecter les obligations et exigences contractuelles. Le manque d'effectif ne pourra pas remettre en cause les délais d'intervention.

Le titulaire est responsable de son personnel en toutes circonstances et pour quelque cause que ce soit. Il est responsable des accidents survenant par le fait de ce personnel, des dégâts produits à l'occasion de l'exécution des prestations. Il veille au respect des règles déontologiques, notamment au secret professionnel.

Le titulaire doit se conformer aux règles d'accès du site concerné notamment pour les sites disposant de règles spécifiques (cf. article 17.1 du CCAP + annexe du CCAP).

10.2 Vêtements et équipement de travail

Lors de chaque intervention, le titulaire (ou le sous-traitant) doit impérativement s'assurer de :

- l'équipement de protection individuelle de l'ensemble de son personnel intervenant conformément à leur activité avec le logo de la société ;
- l'habilitation nécessaire à l'exécution des prestations de chaque intervenant objet du marché en toute sécurité ;
- la description des méthodes et la fiche des produits pour chaque intervention soit par avis de passage avec les consignes de sécurité, soit par signalisation des chantiers, (affichage, limitation des zones de travaux, balisage, etc.)

Le titulaire veille à ce que les procédures d'utilisation des produits soient strictement appliquées et respectées par son personnel. Aucun salarié du titulaire non revêtu de son vêtement de travail, sans

insigne ou dans une tenue négligée ne sera admis sur le site.

10.3 Plan de prévention et travaux en hauteur

Conformément au décret n° 92-158 du 20 février 1992, un plan de prévention est établi entre le titulaire et le service concerné pour les travaux dangereux et notamment **pour les interventions en hauteur** (travail sur corde...).

À cette fin, le titulaire doit fournir toutes les informations et consignes utiles et doit s'assurer de faire respecter l'ensemble des consignes de sécurité à son personnel ainsi qu'à ses sous-traitants ou cotraitant le cas échéant.

Les équipements de travail utilisés pour des travaux temporaires en hauteur doivent être conformes aux dispositions spécifiques énoncées dans la sous-section 6 du Code du travail (Décret n°2008-244 du 7 mars 2008 et sa circulaire d'application du ministère du travail DRT n° 2005-08 du 27 juin 2005).

10.4 Nettoyage locaux et traitement des déchets

Le titulaire maintient en parfait état de propreté sa zone de travail et les locaux dans lesquels il intervient. Il prend toutes les mesures pour garantir l'état des mobiliers, aménagements, bâtiments et empêcher toute détérioration induite par ses méthodes de travail.

Le stockage de produits/matériels est limité aux quantités requises pour l'exécution des prestations. Le titulaire prend toute précaution pour que les produits utilisés ne laissent aucune trace sur le sol ou le mobilier.

Le titulaire doit évacuer, trier et recycler l'ensemble des déchets générés par son activité selon les modalités décrites à l'article 14.2 du CCAP.

11 MATÉRIELS ET PRODUITS

Dans le cadre des prestations, le titulaire doit mettre en place un traitement (qu'il s'agisse de matériel ou produit) sans nuisance olfactive et sans danger d'intoxication.

Le titulaire appréciera les risques liés à la sécurité, à l'environnement et ceux liés aux caractéristiques des locaux.

Les matériels et produits utilisés sont à la charge du titulaire.

11.1 Matériel

Le titulaire fournit tout le matériel nécessaire à l'exécution des prestations. Il mettra tout en œuvre pour privilégier des matériels à faible consommation énergétique et faible émissions sonores.

Les matériaux recyclables, réutilisables ou valorisables sont privilégiés quand cela est possible.

Le titulaire doit s'assurer que l'ensemble du matériel est conforme aux normes en vigueur et à la description figurant dans son offre.

Le matériel doit être en parfait état de fonctionnement et d'utilisation afin de permettre une utilisation efficace et appropriée en toute circonstance. Le titulaire s'engage à renouveler autant de fois le matériel en fonction du besoin.

Le service bénéficiaire se réserve le droit de procéder à la vérification de conformité de l'ensemble du matériel sur simple demande au titulaire.

Le titulaire s'assure d'avoir formé l'ensemble de ses intervenants à l'utilisation et à la manipulation des matériels dans le cadre de l'exécution des prestations.

Le cas échéant, en amont de leur mise en œuvre, le titulaire communique par voie électronique au service bénéficiaire la fiche produit relative aux qualités et caractéristiques environnementales contenant l'information relative à la recyclabilité des produits et matériels mis en place, dont la mise à disposition du consommateur est exigée en vertu de l'article R. 541-221, VI, du Code de l'environnement.

11.2 Produits

Les produits utilisés doivent être conformes à la législation en vigueur, tous homologués et mis en œuvre pour limiter tout danger à l'égard des personnes et animaux domestiques. L'emballage et l'étiquetage des produits doivent être conformes aux dispositions réglementaires et à la décision d'autorisation de mise sur le marché.

Le titulaire s'engage à favoriser les produits à taux de biodégradabilité élevé et dont les emballages sont issus **du recyclage et ou de conditionnement rechargeable**.

Le titulaire doit veiller au respect des exigences vis-à-vis de l'environnement, à savoir de bien respecter les étiquettes et de tenir les produits éloignés des points d'eau ou zones découlements des eaux pour éviter tout rejet direct dans le milieu hydrographique.

Pour les usages extérieurs il doit assurer la maîtrise du produit biocide, afin d'éviter tout départ ou écoulement dans le réseau hydrographique (fossé, trottoirs, avaloirs, gouttières et descentes de gouttières, puits, mare, cours d'eau...).

Les méthodes employées pour toutes les interventions, dans le cadre de l'objet du marché, sont présentées et détaillées dans l'offre. Le titulaire doit fournir la liste des produits. **Une fiche technique et de sécurité des produits doit être fournie obligatoirement dans son offre.** Ils doivent être adaptés à la destruction de chaque espèce de nuisibles, objet de la prestation.

En cas d'évolution réglementaire, le titulaire doit retirer les produits dont l'utilisation est interdite et les remplacer par d'autres produits, moyens de substitution. Le titulaire ne peut procéder au remplacement des produits qu'après communication des nouveaux produits au service bénéficiaire et validation par ce dernier.

Le service bénéficiaire se réserve le droit d'interdire toutes méthodes ou produits dont l'utilisation serait susceptible de provoquer des dégradations des locaux ou des atteintes aux personnes.

11.3 La qualification du personnel

Tous les intervenants du titulaire concernés par l'utilisation de produits biocides « nuisibles » et « autres produits », doivent être détenteurs de la certification individuelle **CERTIBIOCIDÉ** adéquate en cours de validité, à défaut un justificatif de demande de renouvellement.

Le pouvoir adjudicateur peut demander à tout moment l'ensemble des agréments et habilitations nécessaires à la disposition de produits de traitement toxiques ou dangereux ainsi que les justificatifs des formations spécifiques du personnel qu'il emploie à la manipulation de ces produits.

Toute intoxication d'un tiers directement lié à un produit de traitement utilisé est susceptible d'engager la responsabilité civile du prestataire notamment si les consignes élémentaires de sécurité n'ont manifestement pas été respectées, et les risques pour la santé dûment signalée par celui-ci (panneau d'affichage, cordon de sécurité...).

12 AUDITS DE SORTIE

Le titulaire fournit obligatoirement, sur simple demande du service bénéficiaire, un audit de sortie du marché **trois (3) mois avant la date de fin du marché**. Tout retard dans la remise de l'audit peut faire l'objet d'une pénalité (article 21 du CCAP)

Cet audit doit faire apparaître des préconisations techniques et le cas échéant des alertes concernant l'état des sites (étanchéité des bâtiments par exemple ou risque d'infestation accru).

Un plan du site identifiant les zones où ont été positionnés les appâts et autres matériels est également fourni par le titulaire.